



développement du travail précaire et le temps partiel imposé.

Dans le même temps la hausse des prélèvements sociaux, l'alourdissement de la fiscalité indirecte, le renchérissement des dépenses de santé, etc ont encore aggravé la situation des salariés en activité, privés d'emploi ou en retraite.

Le libéralisme c'est aussi la volonté affichée de réduire la dépense publique avec les conséquences que nous connaissons sur le périmètre de nos missions et une agression constante contre les systèmes de protection sociale.

## **Pour la CGT, il y a urgence !**

L'augmentation des salaires et des traitements, des retraites et des revenus sociaux doit non seulement permettre d'activer la consommation des ménages, ouvrir des perspectives d'investissements qui pourraient être source de créations d'emplois mais aussi de répondre à des situations de détresse absolue quand on sait que le ministre du travail lui-même reconnaît que :

**- En 10 ans, le nombre de Rmistes est passé de 420 000 à 1 100 000 personnes**

**- Le nombre de ménages surendettés s'accroît de 165 000 chaque année et que la pauvreté « progresse » chez les salariés en activité.**

Il faut mener et gagner la bataille des salaires car c'est aussi ainsi que nous gagnerons la bataille de l'emploi.

*Fédération des Finances CGT . Montreuil, le  
1<sup>er</sup> juin 2005*

.....  
Déclaration de B. Thibault à l'AFP mardi soir :

### **Une réponse à contre-courant**

"La déclaration du président de la République ne me semble pas du tout à la hauteur des circonstances" a déclaré Bernard Thibault à l'Afp mardi soir. Pour le secrétaire général de la Cgt, l'intervention du chef de l'Etat, ainsi que celle du président de l'UMP dimanche soir, font craindre "une offensive plus libérale encore de l'approche que fera le gouvernement".

"Si je résumais l'intervention de Jacques Chirac, a ajouté Bernard Thibault, ce serait plutôt : 'Je vous ai écouté, je continue et peut-être plus vite et plus fort qu'avant'. Je n'ai pas détecté un semblant de début de réponse positive aux attentes sociales dans les propos du président.

"Rien de concret, qu'il s'agisse de la référence au thème de l'emploi, du dialogue social, tant répété et jamais utilisé, qu'il s'agisse de l'opposition entre immobilisme et modernisation, bref ce sont des phrases dont on a beaucoup entendu parler et dont on vu la traduction (...)"

A défaut "d'une impulsion nouvelle" tant annoncée, Bernard Thibault a surtout entendu "une nouvelle justification des réformes qui ont été celles des gouvernements Raffarin et qui ont été à la source du mécontentement qui s'est exprimé très largement dimanche.

**"Il y a des chances pour que ce soit la déclaration qu'a faite le président de l'UMP dimanche soir appelant à plus de libéralisme au plan économique et social qui serve de feuille de route à ce gouvernement.**

**"Si c'était le cas, ce serait pour nous une réponse à contre-courant de ce qu'ont exprimé les électeurs et ce qui nous promettrait des tensions nombreuses et rapides".**